Samedi 20 et dimanche 21 janvier 1979 – No 1 013

BP 61. 75861 Paris cédex 18 CCP 30 226 72 D La Source 1,70 F

l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Le terrain pour gagner

AU cours de la semaine, une dizaine d'entreprises ont été occupées à travers la France. D'autres sont entrées en lutte. Dans tous les cas, les travailleurs se battent pour mettre en échec de nouveaux plans de licenciements ou pour l'augmentation des effectifs. C'est le cas en particulier à l'usine Brissonneau et Lotz-Marine de Nantes ou au centre de tri PTT de Limoges.

Dans le même temps, la pression monte chez les sidérurgistes, tant dans le Nord qu'en Lorraine. Les occupations de locaux patronaux, de nœuds routiers ou ferroviaires se sont multipliées et l'idée qu'il est nécessaire de recourir à des formes d'action encore plus énergiques progresse. N'est-ce pas ce sentiment qui se trouve reflété quand l'intersyndicale de Lorraine parle « d'action d'envergure » qui pourrait même avoir « un caractère assez violent » ?

En effet, l'opération gouvernementale de « sauvetage des régions sinistrées » dont Barre a tenté d'assurer la promotion, loin de manifester une prétendue sollicitude du pouvoir à l'égard des « victimes de la restructuration » a été ressentie comme une véritable provocation sur place. Quelques jours après l'annonce fracassante du plan, la supercherie s'étale au grand jour : un nombre dérisoire d'emplois dont certains prévus de longue date, d'autres qui s'effectueraient par des déplacements d'entreprises, créant des emplois ici pour faire ailleurs d'autres chômeurs. Enfin, des promesses plus qu'aléatoires fondées sur une expansion de l'automobile que rien ne laisse prévoir, au contraire.

Force est de constater que l'opération psychologique du gouvernement visant la démobilisation des travailleurs a fait chou blanc.

Est-ce que pour autant tout est réglé ? Non ! Loin de là.

Les 27 000 licenciements de la sidérurgie ont donné lieu à des explosions de colère. Mais la lutte d'ensemble, solidaire, pour les faire annuler, reste à organiser. Pour le faire, de nombreux obstacles sont à lever, dans le Nord en particulier. Parmi ces obstacles, toutes les entreprises politiciennes qui, par députés interposés, s'emploient à dévier la lutte du terrain des usines à celui, piégé, du Parlement. C'est Mauroy, le socialiste du Nord, qui négocie avec Giscard. C'est le dialogue privilégié entre Messmer, député de Lorraine, et l'Élysée. C'est aussi la campagne engagée par les élus du PCF pour obtenir une session extraordinaire du Parlement. Qui peut penser sérieusement que les sidérurgistes puissent de cette façon mettre en échec les plans du gouvernement ? Quel rapport de force en leur faveur peuvent-ils attendre d'un débat parlementaire ?

Comme les travailleurs qui se sont engagés ces jours-ci dans les grèves avec occupation pour imposer « *Du travail pour tous* » au patronat, les sidérurgistes ne doivent compter que sur eux-mêmes et sur la solidarité des autres travailleurs.

C'est sur place, dans les entreprises et les régions frappées de plein fouet par le chômage, qu'il urge de transformer la colère en force organisée massive et compacte. Il n'y a rien que le gouvernement redoute autant.

P. M.

Nantes, Limoges, Marseille, Longwy

Contre Barre, la colère devient action

INTOLÉRABLE !

Ce matin à 5 h 30, les CRS sont intervenus contre les grévistes du centre de tri de Limoges pour les expulser. Ce soir a lieu une manifestation à la préfecture. Une raison supplémentaire pour soutenir ces travailleurs contre qui l'État bourgeois emploie maintenant ses CRS !

Les postiers du centre de tri de Limoges sont dans leur deuxième semaine d'occupation contre les licenciements d'auxiliaires et pour les effectifs. Comme dans les nombreuses entreprises ou les travailleurs ont engagé la lutte ces derniers temps, ils montrent la bonne voie à suivre pour imposer « du travail pour tous ». *(Photo HR)*

(Voir nos articles pages 4 et 5)

KAMPUCHEA

Création d'un Front d'union nationale démocratique et patriotique

D'APRES le correspondant à Bangkok du *New York Times* les forces vietnamiennes auraient repris jeudi la ville de Kompong Som, mais subiraient des revers face aux forces patriotiques dans le sud-est du pays, près de la frontière vietnamienne.

Des renforts vietnamiens continuent à franchir la frontière, signe de la réalité des difficultés rencontrées par les agresseurs.

Toujours d'après le même correspondant, il est confirmé que dans leurs bombardements intensifs, les Vietnamiens font usage de bombes à fragmentation, ou « bombes à billes » laissées par les Américains. En d'autres temps, les Vietnamiens avaient qualifié l'utilisation de telles bombes de « sauvage » et avaient fait appel aux instances internationales pour qu'elles soient proscrites. Mais les choses ont beaucoup changé depuis, au Vietnam...

D'après le service des pêcheries de Bangkok, des pêcheurs thaïlandais qui opéraient comme à leur habitude dans les eaux territoriales cambodgiennes ont été attaqués par des vedettes vietnamiennes. Huit chalutiers ont été coulés et les équipages portés disparus.

Dans un appel diffusé par « La Voix du Kampuchea démocratique », station de radio cambodgienne qui émet à nouveau depuis trois jours, a été annoncée la création d'un Front d'Union national démocratique et patriotique regroupant tous les patriotes contre l'agression vietnamienne.

Une armée d'occupation vietnamienne face à la guerre populaire

(Voir article page 3)

Détente

DANS une interview qu'il a donnée tout récemment au journal américain *Times*, Brejnev fait une apologie de la détente qu'il définit comme « *la volonté de résoudre les différends et les conflits sans avoir recours à la force ou à la menace ni à la démonstration de force* ».

Les Tchécoslovaques ont donc dû rêver les chars russes, ce doit être en songe que les Erythréens voient leur tomber dessus des bombes au napalm soviétiques, l'agression vietnamienne doit être le pur fruit de l'imagination des Cambodgiens.

Ou doit-on plutôt penser que la détente, Brejnev a le doigt dessus...

S.F.

LE MONDE EN MARCHE

La conférence nationale palestinienne entame ses travaux à Damas

LA quatorzième session du Conseil national palestinien a entamé ses travaux lundi soir à Damas. Les travaux, qui doivent durer une dizaine de jours, porteront sur la ligne générale du mouvement palestinien pour la période à venir. Lors de la séance inaugurale, M. Khaled El Fahoum a vivement attaqué le contenu des accords de Camp David, s'en prenant à ceux *« qui s'emploient actuellement à transformer la cause palestinienne en un problème de réfugiés et à porter les Palestiniens à accepter l'autodétermination en Cisjordanie et à Gaza »*. Il a ensuite noté que l'ensemble de la Résistance palestinienne était unie pour *« rejeter toute solution préjudiciable à leur cause et à poursuivre la lutte jusqu'à l'édification d'un État indépendant en Palestine »*.

Qu'est-ce que le Conseil national palestinien

Le conseil national palestinien (CNP, Parlement en exil) qui a inauguré sa quatorzième session lundi à Damas, s'est réuni pour la première fois, à Jérusalem, le 28 mai 1964, en présence du Roi Hussein de Jordanie. Cette assemblée qui comprenait des représentants de diverses communautés palestiniennes dans le monde a alors adopté la Charte et les statuts créant l'Organisation de libération de la Palestine (OLP).

Le CNP fait depuis office de Parlement palestinien. Il adopte, à la fin de chaque session (durant en général une semaine à dix jours), un document politique qui définit les grandes orientations politiques de l'OLP. Le CNP comptait, lors de sa treizième session (12 au 20 mars 1977, au Caire), 293 membres : 143 représentant les organisations de résistance et 150 étant des membres indépendants, représentant notamment les territoires occupés. Son président actuel est M. Khaled El-Fahoum.

Le Conseil national élit au cours de ses sessions, le comité exécutif de l'OLP (CEOLP, actuellement présidé par M. Yasser Arafat), et le Conseil central (CCOLP). Le CEOLP détient le pouvoir exécutif, tandis que le CCOLP, organisme intermédiaire entre le CNP et le CEOLP, est chargé de décider des orientations générales du mouvement palestinien quand le CNP ne siège pas.

C'est la première fois depuis 1967 que le CNP tient une session ordinaire hors du siège de la Ligue arabe, au Caire. Il avait toutefois tenu une session extraordinaire à Amman, pendant les affrontements jordano-palestiniens de l'été 1970.

Le message de l'association médicale franco-palestinienne

A l'occasion de cette session du Conseil national palestinien, l'Association médicale franco-palestinienne, par l'intermédiaire de son président, a fait parvenir le message suivant :

« Nous tenons en cette occasion à renouveler au peuple palestinien notre soutien total à la lutte qu'il mène à l'intérieur et à l'extérieur pour le recouvrement de son identité et de ses droits nationaux, bafoués par la vaste entreprise coloniale fondée sur la création arbitraire de l'État d'Israël en 1948.

L'AMFP, créée en 1974, sous l'impulsion de l'exceptionnel ambassadeur de la Palestine et des valeurs arabes que fut Ezzedine Kalak, ne détermine son soutien qu'en fonction des seuls objectifs que le peuple palestinien s'est fixé dans la lutte et s'engage, comme dans le passé, à ne jamais s'ingérer dans la souveraineté et la légitimité de la Résistance palestinienne. Solidaire de l'OLP, unique et légitime représentant du peuple palestinien, elle continuera à lui apporter les soutiens politiques et sanitaires qui ont toujours été les objectifs de son engagement. La dernière assemblée générale de décembre 1978 a pris la décision d'élargir le champ de sa solidarité en développant des actions concrètes dans les domaines de l'éducation et de la culture nationale palestinienne. L'AMFP sait que pour mener à bien cette entreprise auprès des démocrates et progressistes de France, elle trouvera auprès de l'OLP la collaboration fraternelle qu'elle a toujours rencontrée auprès de ses responsables et de ses militants.

Chers camarades, nous formulons avec une immense confiance tous les vœux pour que votre congrès national trouve dans l'unité les conditions et les moyens de succès décisifs pour que renaisse et vive la Palestine.

— Vive la lutte héroïque du peuple palestinien !

Le gouvernement libanais demande le maintien de la FINUL

Alors que la mission des forces de la FINUL qui servent de tampon entre la frontière libanaise et l'État sioniste arrive à expiration le 19 janvier, l'État libanais a officiellement demandé au conseil de sécurité de l'ONU son prolongement pour une durée de six mois. Ces troupes qui avaient été mises en place suite à l'agression israélienne dont a été victime du Liban en mars dernier ont pour mission *« de confirmer le retrait des forces israéliennes du Sud-Liban et d'aider le gouvernemnt libanais a assurer la restauration de son autorité dans cette région. »*

Or, les récentes incursions de troupes sionistes au Liban, la semaine dernière et le renforcement des milices de droite pro-israéliennes du commandant Haddad dans la région prouvent clairement que le but fixé n'est toujours pas atteint.

Pour sa part, le gouvernement français a fait savoir qu'il souhaitait retirer de la FINUL son bataillon opérationnel. Celui-ci devrait être remplacé par un contingent danois. Le départ, également des troupes iraniennes de la force internationale devrait être compensé par un accroissement des effectifs des pays qui participent déjà à la mission de casques bleus.

Un document de première importance contre le colonialisme sioniste

« Mais ce que cette analyse révèle aussi, c'est le ressort profond de toute cette oppression : la volonté sioniste de s'approprier la totalité de l'espace palestinien pour *« transformer »*, selon la formule percutante de Moshé Dayan *« un pays arabe en un pays juif »*. Un pays, une terre, des terres. *« Pour se l'approprier, il faut l'exproprier. Et c'est ce projet, déjà centenaire, sa permanence, qui explique les plans israéliens de "judaïsation de la Galilée" »*, les confiscations de terres, les démolitions de maisons, les expulsions de Bédoins recensées ici. C'est ce projet qui explique la guerre, les guerres, les occupations, les massacres. Et non pas le contraire. »

(Extrait de la préface)

On peut se procurer ce livre auprès de l'AMFP, 24, avenue de la Réunion – 75020, Paris.

Voyage de Giscard en Roumanie

La Roumanie, l'Europe de l'Est et l'Union soviétique

PAR sa ferme défense de l'indépendance nationale, la Roumanie fait souvent figure de cavalier seul au sein du Pacte de Varsovie et du Comecon, face à l'hégémonisme soviétique. Mais est-elle vraiment si seule que cela ?

Un premier fait est l'opposition unanime des peuples d'Europe de l'Est à la domination soviétique, leur haine unanime du « frère aîné » oriental. A Bucarest, en 1968, des gens ont manifesté devant l'ambassade russe pour protester contre l'invasion de la Tchécoslovaquie, en criant : *« Les Russes à la porte ! »*. Mais à Berlin-Est ou à Varsovie, il y a eu aussi des protestations publiques contre l'agression soviétique. Et l'on sait aussi qu'au bout de quelques jours de cette honteuse occupation, les troupes hongroises qui y participaient étaient si démoralisées qu'il a vite fallu les renvoyer dans leur pays.

Les gouvernements des pays d'Europe de l'Est doivent tenir compte de cet état d'esprit du peuple. Ainsi, en 1976, les dirigeants polonais ont dû renoncer à inscrire dans leur constitution le principe de *« l'amitié éternelle avec l'Union soviétique »* : les protestations populaires avaient été trop vives et trop massives.

UNE SOUMISSION QUI N'EST PAS SANS RESERVE

Certes, pour tous ces gouvernements, la domination soviétique constitue le plus sûr rempart de leur domination de classe face au peuple en colère. Mais en acceptent-ils pour autant avec enthousiasme le joug et le pillage que leur impose l'Union soviétique ? Nullement, car le poids de ce pillage, qu'ils font porter au peuple, constitue d'un autre côté une lourde hypothèque pour leur propre pouvoir : il leur faut à tout prix donner quelques satisfactions aux masses laborieuses, sans quoi celles-ci se soulèveront contre eux, comme ce fut le cas en Pologne en 1970 et 1976. Et pour ce faire, elles sont amenées à contourner la domination soviétique, à s'opposer à elle.

Un exemple : depuis 1972, les autorités est-allemandes ont développé sur une large échelle leurs échanges commerciaux avec l'Allemagne de l'Ouest, de façon notamment à imposer quantité de biens de consommations — depuis les blue-jeans jusqu'aux poudres pour faire de la crème chantilly, ces riens qui peuvent donner à la population est-allemende l'illusion que ses conditions de vie s'améliorent. Or, les relations inter-allemandes, qui échappent au contrôle du Kremlin, sont vues par lui d'un fort mauvais œil, et depuis quelques temps, on sait qu'il insiste auprès du gouvernement est-allemand pour qu'il y mette un terme, en lui en montrant tous les inconvénients idéologiques. C'est là une contradiction réelle entre Moscou et Berlin-Est.

Certes, la ligne principale de conduite des pays concernés (Pologne, Allemagne de l'Est, Tchécoslovaquie, Hongrie, Bulgarie) demeure la servilité envers le Kremlin. Mais ne peut-on pas supposer qu'ils louchent avec une certaine envie vers la Roumanie, le seul pays du Pacte de Varsovie à n'être pas confronté aux mêmes difficultés qu'eux ?

UN POLE D'ATTRACTION

En effet, de tout le bloc oriental, la Roumanie est le seul pays dont le développement économique atteint régulièrement 10 % par an en moyenne ; le seul pays à assurer à son peuple une progression du niveau de vie de l'ordre de 8 % par an ; le seul pays à avoir avec l'URSS une balance commerciale équilibrée, alors que pour les cinq autres pays, le déficit commercial, en accroissement constant, a atteint en 1977 1,7 milliard de roubles ; le seul pays à avoir avec les pays d'Europe de l'Ouest une balance commerciale équilibrée, en sa faveur même, alors que les cinq autres pays totalisent un déficit de 3,9 milliards de roubles ; le seul pays où les dirigeants bénéficient du soutien réel du peuple au moins en ce qui concerne la politique extérieure.

Nul doute que la Roumanie, du fait de sa juste politique d'indépendance, constitue un pôle d'attraction pour toute l'Europe de l'Est, pour les peuples comme pour les classes dirigeantes, dont la polémique contre le « nationalisme » roumain est visiblement commandée par Moscou. Que l'exemple de la politique roumaine d'indépendance puisse faire école, voilà bien la peur de Moscou ! Et voilà aussi pourquoi ils pourraient bien en venir à fomenter contre la Roumanie un coup comme celui de 1968 contre la Tchécoslovaquie.

DES MENACES REELLES

S'agit-il là de spéculations en l'air ? Absolument pas !

Début décembre, le journal ouest-allemand *Die Welt* faisait état de sources autrichiennes selon lesquelles l'ambassadeur de Tchécoslovaquie en Roumanie aurait cherché depuis 1976, à rassembler des éléments pro-soviétiques au sein des milieux dirigeants roumains. D'ailleurs, le 1er décembre, le président Ceaucescu faisait lui-même allusion à de telles tentatives en déclarant : *« Nous ne pouvons pas ignorer qu'il existe des divergences d'opinion entre les pays socialistes. Mais nous sommes profondément inquiets du fait qu'elles dégénèrent parfois dans des actions très graves, telles l'appui des éléments contre-révolutionnaires de certains pays, l'incitation de ceux-ci à s'élever contre les gouvernements — actions qui contreviennent d'une manière flagrante à notre conception révolutionnaire du monde et de la vie, aux normes et aux principes de relations entre les pays socialistes, au droit international même et à la Charte de l'Organisation des Nations Unies. »*

Jean SCHUBERT

Kampuchea démocratique

Une armée d'occupation vietnamienne face à la guerre populaire

UN peu plus de deux semaines après le déclenchement de l'offensive éclair des troupes vietnamiennes contre le Kampuchea (Cambodge), le monde entier constate que, finalement, tout ne fait que commencer : le Vietnam, soutenu par l'URSS, s'embourbera de plus en plus, jusqu'à sa défaite finale, dans la guerre du peuple menée sous la direction du Parti communiste du Kampuchea.

Pourtant, au début de l'offensive jusqu'à la prise de la capitale Phnom Penh, tous les journaux étrangers parlaient d'« *effondrement complet* » de l'armée légale du Kampuchea démocratique. Tous les jours, on apprenait la prise d'une nouvelle ville : Snuol, Kratié, Kompong Cham, Prey Veng et enfin Phnom Penh. Apparemment, c'était la preuve par dix que le gouvernement de Pol Pot était haï du peuple et que le soi-disant FUNSK était attendu comme le libérateur. Alors, posons cette question : quand Hitler lança sa guerre-éclair qui lui permit d'occuper de vastes territoires de l'Union soviétique en quelques jours, est-ce que c'était la preuve que le gouvernement soviétique était haï du peuple et que Hitler était attendu comme le libérateur ? Non, bien sûr, et la suite des événements l'a montré : le repli de l'Armée rouge, pourtant bien supérieure en nombre et en matériel à la petite armée du petit Kampuchea, a permis à l'URSS de gagner du temps, de consolider ses forces pour passer à la contre-offensive, le moment venu.

Toutes proportions gardées et sans vouloir mettre un signe égal entre ce qui se passe aujourd'hui au Kampuchea et ce qui s'est passé hier dans divers pays comme la Chine ou l'URSS, on peut quand même noter que l'armée cambodgienne ne fait qu'appliquer un des principes élémentaires de la guerre populaire : le repli stratégique.

PRESERVER LES FORCES

Cette première phase, caractérisée par l'offensive-éclair de l'énorme armée vietnamienne, composée de 12 à 14 divisions (soit 140 000 hommes), soutenue par des chars et des bombardements intensifs sur les villes et les axes routiers, était prévisible vu la grande disproportion des forces. Le gouvernement cambodgien y avait préparé la population et l'armée depuis de longs mois pour que les pertes soient peu importantes. C'est pourquoi les agresseurs vietnamiens sont toujours entrés dans des localités vidées de leurs forces armées, « *évanouies dans la nature* », comme disaient les reporters. D'autres faits montrent que les forces armées du Kampuchea sont intactes : le FUNSK a appelé la population à dénoncer et à tuer ceux qui se cacheraient parmi elles, il a aussi appelé les guérilleros cambodgiens à déposer les armes. D'autres indications confirment que le repli était bien planifié : très peu de soldats cambodgiens se présentent aux postes-frontières pour se réfugier en Thaïlande, les services d'observation frontaliers notent que les conversations-radio ne font pas état de la moindre panique parmi les forces armées légales et que les mouvements de troupe sont tout à fait organisés et disciplinés. Voici d'ailleurs comment Mao Zedong définissait cette phase de repli de la guerre populaire, qualifiée aussi de « retraite stratégique » : « *C'est une mesure stratégique exécutée selon un plan et à laquelle recourt une armée moins forte pour faire face à l'offensive d'un adversaire supérieur en nombre ; elle considère, ce faisant, qu'il lui est impossible dans l'immédiat de briser cette offensive ; aussi s'efforce-t-elle de préserver ses forces vives et d'attendre le moment opportun où elle pourra mettre en déroute l'adversaire* ».

PARMI LE PEUPLE

Alors, où sont repliées les forces armées du Kampuchea ? De source thaïlandaise, il semble qu'une partie soit concentrée à l'ouest du pays, dans le massif des Cardamones. Cette région montagneuse, difficile d'accès et ayant une issue sur la mer, est difficilement praticable pour les chars vietnamiens.

Alors que l'armée vietnamienne, comme tous les agresseurs, est concentrée dans les villes ou les localités importantes, les résistants cambodgiens, eux, sont dans les campagnes, dans les zones montagneuses, là où ils pourront compter sur l'appui de la population paysanne.

Car il ne faut pas oublier que le Kampuchea, c'est plus de 80 % de paysans. Comme l'indiquait un représentant du Comité des patriotes du Kampuchea démocratique en France : « *Le fait que les troupes vietnamiennes occupent les villes et les axes ne signifie pas que les agresseurs contrôlent le Kampuchea, parce que les villes ou la capitale ne sont pas des points stratégiques. L'organisation de la société du Kampuchea permet à notre peuple de lutter n'importe où* ».

Et c'est justement ce qui commence à se passer : des unités de guerilla cambodgiennes harcèlent les troupes vietnamiennes en divers points du territoire, le long des routes, dans des zones de collines, de forêts, etc. Et les combats ne se limitent pas au sud-ouest du pays comme l'indiquait l'*Humanité* du 18 janvier mais se développent aussi au Nord, à l'Ouest et même à l'Est qui est pourtant la première région envahie.

D'ailleurs, la résistance de l'armée cambodgienne est telle qu'on vient d'apprendre un renforcement du dispositif militaire vietnamien. Des renforts, dont des blindés, ont franchi la frontière.

DU NORD AU SUD

Le port de Kompong Som, tombé aux mains des Vietnamiens dès le début de leur offensive, a été repris par les patriotes. Pour le reprendre il a fallu que les chasseurs vietnamiens y effectuent le raid le plus important de ces dernières semaines. Des combats navals se développent aussi autour de l'île de Koh Kong. Sur terre, on fait état de combats dans la province de Pursat au nord-ouest de Phnom Penh, à Sisophon et Batabang à l'ouest du pays, sur les routes autour de la capitale, dans les province Nord de Preah Vihar et Oddar Mean Chey, près des temples d'Angkor, à Siem Reap, et même dans le Sud-Est, province de Svay Rieng, juste à la frontière vietnamienne.

UNE ANNEE D'OCCUPATION

Bien sûr, ce n'est qu'un début, mais une chose est claire : le peuple cambodgien ne peut pas accepter de perdre son indépendance. Il ne tolérera pas l'occupation de son pays par des troupes étrangères. C'est pourquoi il soutiendra largement la lutte armée pour libérer son pays. Les agresseurs vietnamiens et les impérialistes russes qui les soutiennent ont oublié une chose : ils ont beau envoyer renforts sur renforts, et même toute leur armée, finalement ils ne pourront rien contre un peuple tout entier. Hier, l'armée de *libération* vietnamienne chassait les Américains parce qu'elle avait le peuple *avec* elle, demain l'armée d'*agression* vietnamienne sera chassée du Kampuchea parce qu'elle a le peuple *contre* elle !

Claude LIRIA

Paris

Plus de 1 000 personnes au meeting de soutien au peuple iranien

PLUS de 1 000 personnes se sont réunies jeudi 18 janvier à l'appel de l'Union des étudiants iraniens en France, (UEIF-CISNU) de l'OCFml du PCRml, du PCML et de l'UCFml et le CPROV.

Le meeting s'est déroulé dans une chaleureuse ambiance de solidarité internationale.

La partie culturelle a été réalisée brillamment, avec des chants révolutionnaires iraniens, un film sur les manifestations du peuple iranien et par un montage de diapositives.

Les camarades de l'UEIF-CISNU se sont fait les témoins pour nous, des luttes des assauts incessants que leur peuple a porté au pouvoir du Shah et à son maître, l'impérialisme américain, qu'il continue de porter aujourd'hui au gouvernement de Bakhtiar et aux superpuissances (Etats-Unis, URSS).

Car la lutte du peuple iranien, comme ils l'ont souligné, est un combat qui unit toutes les forces du peuple iranien, dont les minorités nationales, contre la dictature fasciste, pour la démocratie, contre l'implantation américaine, contre les tentatives du social-impérialisme russe de remplacer les Américains et pour l'indépendance nationale.

Cette double pénétration impérialiste en Iran était systématisée par les slogans des manifestants : notre pétrole est pillé par les Américains, notre gaz par les Russes ».

Face au menées expansionnistes des deux superpuissances, les représentants de l'UEIF-CISNU ont exprimé les innombrables démarches de la Chine pour maintenir la paix dans le monde.

Un camarade du comité des patriotes du Kampuchea démocratique en France a rendu hommage au peuple iranien et nous a confirmé dans notre confiance en la victoire du Kampuchea démocratique contre l'agresseur vietnamien, soviétique et du Pacte de Varsovie.

Ensuite, les autres organisations ont salué la lutte et la victoire du peuple iranien. Un communiqué commun du Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste et du Parti communiste marxiste-léniniste à été lu.

« Le peuple iranien a bravé avec une opiniâtreté et un courage exceptionnel la répression d'un régime fasciste redoutable jusqu'à ce que les statues insolentes et prétentieuses de la dynastie Pahlavi s'écroulent de leur piédestal. »

« Le peuple iranien dans sa lutte pour la liberté et l'indépendance nationale a porté des coups sévères à l'impérialisme américain encore dominant dans cette partie du monde, malgré l'offensive soviétique.. »

« Quant à l'impérialisme français, son attitude actuelle à l'égard de Khomeiny ne saurait faire oublier qu'il a, il y a peu de temps, réprimé les patriotes iraniens en France. »

« Chaque fois que l'impérialisme américain est obligé, par les peuples, de reculer dans une région du monde, l'URSS tente de se présenter comme un allié du mouvement de masse et profite de la situation pour tenter de mettre la main, économiquement, militairement et politiquement sur ces pays. »

Résolution du meeting pour le soutien à la lutte du peuple du Kampuchea - le 19/1/79

Les participants au meeting de soutien à la lutte du peuple iranien, organisé par l'UEIF-CISNU et soutenu par les CPROPV, l'OCFml, le PCML, le PRCml et l'UCFml, condamnent l'occupation du Kampuchea démocratique par l'armée vietnamienne, poussée, armée et soutenue par l'Union soviétique. Ils la dénoncent comme une atteinte à l'indépendance d'un État et d'un peuple souverains.

Ils dénoncent la politique expansionniste et impérialiste de l'URSS, qui cherche à étendre ses griffes dans le Sud-Est asiatique et partout dans le monde. En rivalisant avec l'impérialisme US pour l'hégémonie mondiale, il prépare une troisième guerre mondiale.

Ils dénoncent le prétendu FUNSK, marionnette des expansionnistes vietnamiens.

Ils dénoncent ceux qui, en France, tel Marchais, reprennent complaisamment la propagande vietnamienne et soviétique.

Ils appellent à soutenir massivement la juste lutte de libération nationale du peuple cambodgien.

LE PEUPLE DU KAMPUCHEA VAINCRA !

Répression

Procès d'un OS

(2e journée)

LE procès de Mala Dia responsable CFDT de Renault Flins, animateur de la grève de juin dernier, s'est poursuivi jeudi. L'inadaptation sociale, la fatigue nerveuse des immigrés sont reconnus par les avocats de la défense mais aussi par ceux de la Régie. Chacun admet qu'elles sont à l'origine de la violence enregistrée au cour de la grève des presses.

Aux arguments de l'avocate de la Régie qui faisait endosser à un seul individu qualifié de « meneur » la responsabilité de tout ce qui s'est passé à Flins durant plusieurs semaines de grève, l'avocat de la CFDT a montré que cet argument ne tenait pas, que c'était là une responsabilité qu'on lui faisait endosser illégitimement. Il a affirmé qu'à l'origine de la grève il y a eu la mise à pied de plusieurs travailleurs. L'avocat CFDT a aussi mis en évidence la non-conformité de rapports d'huissiers avec les faits. Il a par exemple démontré que l'huissier qui était intervenu à la Régie pour constater les violences avait dans leurs rapports, fait tenir à des immigrés des propos spontanés qu'ils ne pouvaient pas tenir, ne parlant pas français. Visiblement l'huissier à forcé les témoignages.

Il a aussi dénoncé l'encadrement à Renault, un encadrement qui n'a aucune compétence technique particulière mais dont le rôle est purement d'encadrement répressif, caporaliste.

A cet encadrement difficile à supporter pour les OS se sont ajouté les « *tests d'enrichissement des tâches* » épreuves conçues pour des travailleurs qui auraient été à l'école primaire en France et non pas pour des immigrés qui n'ont pas appris étant petits à résoudre des problemes du genre « *la baignoire est ouverte et le robinet coule. Combien de temps faut-il pour qu'il la remplisse* ». De tels tests qui n'avaient rien à voir avec le travail ont été perçus comme une façon de se moquer d'eux par les travailleurs.

Enfin, l'avocat de la CFDT a justifié la poursuite engagée par la CFDT pour entrave à la liberté syndicale contre la Régie en réaffirmant qu'un délégué n'a pas son mandat annulé au cours d'une grève, contrairement à ce qu'affirme la régie.

Le jugement sera rendu le 7 mars.

H.M.

La voie à suivre

MALGRÉ tous les efforts d'imagination de M. Barre, le nombre de chômeurs continue d'augmenter et, chaque jour, la liste des entreprises qui ferment s'allonge. De l'autre côté, de notre côté, une liste s'allonge aussi, celle des entreprises ou régions où les travailleurs ont engagé la lutte pour garder leur emploi. Cette semaine, spécialement, les actions et les grèves ont démarré, qui montrent que les travailleurs veulent prendre en main leur avenir.

Dans la sidérurgie d'abord, les actions continuent en Lorraine où de nombreuses actions se sont développées : barrages routiers, occupation d'Assimilor, et le 18, les femmes venant surtout de la sidérurgie lorraine sont venues manifester à Paris devant le siège d'Usinor et à Matignon.

Dans le Nord, la lutte s'organise aussi, comme nous l'explique notre correspondant.

Dans les PTT, où de nombreuses grèves se sont déclenchées depuis septembre, après Bordeaux et Austerlitz, c'est le centre de Limoges qui, depuis douze jours, mène une lutte exemplaire. En Loire-Atlantique, ce sont les travailleurs de Brissonneau et Lotz-Marine qui occupent depuis le début de la semaine pour conserver leur emploi. Les employés, eux non plus, ne baissent pas les bras : alors que le travail vient de reprendre à l'AFPA de Montreuil, en attendant la rencontre syndicats-gouvernement de mardi prochain, la Caisse d'épargne de Marseille s'est mise en grève entrainant derrière elle la presque totalité des caisses des Bouches-du-Rhône.

D'autres travailleurs luttent aussi : les 970 travailleurs de la SNAV à Vénissieux, ceux de Souillac en Gironde, ceux de la filature de Soultzmatt dans le Haut-Rhin, ceux de Favo à Romainville. Ceux de PUK-PierreBénite occupent depuis mercredi, les travailleurs du Joint Français ont retenu le directeur de Bezons pour protester contre les licenciements de Bezons et de Brest. Des débrayages aussi dans toute la France... Leur point commun : le refus des licenciements et les conditions de travail qui se trouvent dégradées du fait des diminutions de personnel.

Une voie se dégage, celle du refus des plans d'austérité et de la lutte. Certainement, la seule pour les travailleurs, s'ils veulent obtenir des succès.

Claire MASSON

SIDERURGIE

Licenciements à Denain (Nord)

Nos 3 questions

L'occupation des services centraux à Trith, chacun s'en souvient : « *Vraiment, c'était bien ça !* » C'était la première vague d'actions puissantes, enthousiastes, elle a été coupée nette le 22 décembre, jour de la manifestation de Denain pour laquelle *Liberté* (1) lançait : « *Le sommet de l'action* ». Bien sûr, si c'était le sommet, il n'y avait plus qu'à redescendre... Et le fait est que, depuis, Denain s'enfonce dans l'inaction, cette dangereuse inaction qui a conduit plus d'une fois à l'échec. Continuer à travailler dans une entreprise qui va fermer, c'est accepter la défaite, la défaite c'est baisser pavillon. Il faut s'opposer à la fois à la résignation et aux actions d'éclat minoritaires coupées des masses.

PREMIERE QUESTION : POURQUOI ATTENDRE ET NE RIEN FAIRE ?

L'occupation des services centraux connait aujourd'hui à Denain une grande popularité. Partout, oui vraiment partout, on nous a parlé de celle-ci avec chaleur, animation. De cela, nous pouvons témoigner, mais il suffit de discuter avec le premier, nous disons bien le premier ouvrier d'Usinor venu...

DEUXIEME QUESTION : POURQUOI AVOIR FAIT STOPPER L'OCCUPATION ?

Les syndicats avaient décidé d'envoyer plusieurs cars de gars de Denain à Usinor-Mardyk (en grève) pour tenir un meeting commun de solidarité Denain-Mardyck. Cette action devait avoir lieu le 11 janvier. Et puis... Plus rien ! Finie, enterrée, l'action n'a pas eu lieu !

C'est pourtant un bon moyen de se serrer les coudes face aux patrons et de lancer la solidarité Denain-Dunkerque. Cette brèche ouverte, les travailleurs l'auraient vite agrandie à leur profit pour établir un puissant rapport de force. Comme de nombreux travailleurs et militants syndicaux qui étaient au courant de cette action, nous ne comprenons pas pourquoi elle a été bloquée.

TROISIEME QUESTION : POURQUOI NE PAS DEVELOPPER LA SOLIDARITÉ AVEC DUNKERQUE-LONGWY ?

Oui, il faut se battre, s'unir, se solidariser, c'est le chemin de la victoire, il n'y en a pas d'autre.

Rémi DAINVILLE

(1) quotidien régional du PCF.

SIDERURGIE

Des femmes de la sidérurgie témoignent à Paris

Deux à trois mille femmes se sont réunies hier après-midi le 18 janvier à Paris, à l'appel du PCF. Femmes de sidérurgistes en priorité, femmes de Lorraine surtout. Rassemblées boulevard Haussman, entre le Théâtre et les Galeries Lafayette, elles ont manifesté avec beaucoup de combativité jusqu'au siège d'Usinor, puis à Matignon. Elles ont ainsi témoigné de la colère profonde des travailleurs de Lorraine et du Nord qu'on veut sacrifier pour le sauvetage du capitalisme français. Ce qui importe maintenant, c'est que la lutte se développe sur le vrai terrain, dans le Nord, en Lorraine, dans les usines.

LUTTE - NAVALE

Brissonneau et Lotz-Marine (Nantes)

Grève générale contre le projet de 225 licenciements

EN Loire-Atlantique, il y a déjà 40 000 chômeurs. Les travailleurs de Brissonneau et Lotz-Marine viendront-ils grossir ce chiffre ? Ils n'y sont pas décidés. Ils engagent la lutte contre le projet de la direction Jeumont-Schneider de licencier 225 travailleurs et de démanteler l'entreprise à plus long terme. Récemment, Barre annonçait ses mesures ridicules pour les régions sinistrées. (1 500 emplois pour la nôtre). S'il espérait démobiliser les travailleurs, chez Brissonneau, on peut dire que c'est loupé ! D'ailleurs ceux de BLM n'ont pas attendu les mesures-gadgets de Barre pour s'engager dans la lutte, pour sauvegarder leur emploi.

Lundi, la grève générale reconductible avec occupation était votée à 70 %. Depuis une semaine déjà, les sections CGT et CFDT avaient préparé la bataille. Différentes structures de luttes sont mises sur pied : une commission de popularisation-propagande, une autre d'animation, une autre de matériel, etc. Le bureau intersyndical se compose de trois militants CGT et trois CFDT.

Les propositions sont faites aux travailleurs réunis en assemblée générale. Pour l'occupation de jour comme de nuit, on s'organise : des rondes sont assurées la nuit avec talkie-walkie, la vigilance est de mise pour éviter toute provocation.

Mercredi dernier, était organisée dans l'usine une garde pour les gosses avec animation... faite par les hommes. Les travailleurs ont commencé des petites réunions de quartier (Sainte-Luce, Saint-Herblain) pour populariser le mouvement. Le soutien s'organise ; déjà, les sections syndicales des boites de Nantes sont venues apporter leur soutien (SNIA, Guillouard, LMT, York...).

Une délégation de grévistes a été reçue par la municipalité laquelle apporte son soutien : montage de stands bâchés, projet d'approvisionnement, repas chauds... D'autres organisations politiques et syndicales dont le Parti communiste marxiste-léniniste apportent leur soutien aux grévistes de BLM. C'est une bonne chose.

Dans une période difficile, les travailleurs de BLM ont besoin de l'unité de classe et du soutien le plus large possible. Ils montrent la voie à suivre pour lutter contre les licenciements, pour le maintien de leur emploi.

Correspondant Nantes

Le groupe Brissonneau et Lotz-Marine fait partie du groupe Empain-Schneider. Son activité c'est la chaudronnerie et la mécanique générale. 70 % de son activité est lié à la navale et les deux tiers de sa production sont destinés à l'exportation. La lutte à Brissonneau est importante car elle a un impact sur la classe ouvrière dans son ensemble. Les ouvriers sont entrés dans la lutte sur le mot d'ordre « Du travail pour tous ». C'est la mise en pratique concrète de ce mot d'ordre.

Lou Sel (Grenoble)

Dépot de bilan

Dépôt de bilan à Lou Sel lundi dernier : depuis, les ouvriers ont organisé l'occupation la nuit, pour éviter quelque embarquement de machines, chose fréquente dans ce genre de circonstances, et en attendant les lettres qui ne vont pas manquer de suivre.

Grève à la Caisse d'épargne des Bouches-du-Rhône

LE personnel des Caisses d'épargne des Bouches-du-Rhône est en grève et occupe les locaux du siège central à Marseille. C'est dans une atmosphère d'intense mobilisation que deux-cents personnes environ occupaient le grand hall et les bureaux du siège. Partout des groupes de discussion, des gens qui jouent aux cartes et beaucoup de gaieté et d'entrain. Quelle différence avec le morne climat habituel du bureau. C'est dans cette chaude ambiance où la gravité n'est pas exclue que les dirigeants des deux syndicats représentatifs, CFDT et Syndicat unifié des agents et des cadres des Caisses d'épargne (SU) ainsi qu'un groupe d'employés ont bien voulu consacrer un bon moment à expliquer au correspondant local de l'*Humanité rouge* les raisons de leur action et son déroulement.

Le conflit de la Caisse d'épargne ne date pas d'hier. En 1975, les employés avaient fait 35 jours de grève sur, à peu près, les mêmes revendications qu'aujourd'hui. Cela sans aucun résultat ou presque. Depuis le conflit était en attente, la direction se sentait plus forte par cet échec, aussi bien nationalement que localement. On a assisté à des brimades envers les délégués syndicaux, à des avancement préférentiels qui n'étaient, en fait, que des mesures de répression déguisées, à une intransigeance et à un refus du dialogue, même dans les comités d'entreprise ou au cours des négociations. Nationalement, la direction tente même de créer un syndicat patronal bidon qui aurait pour but, dit-elle, de défendre les employés.

Mais l'échec de 1975 n'aura pas servi qu'à la direction. En effet, de plus en plus de personnes tirent les leçons de cet échec.

Depuis des années, ce qui régit les accords personnel-direction, c'est un statut qui prévoit notamment que tout article ne peut être modifiable qu'à l'unanimité de la Commission paritaire nationale.

On comprend aisément que cela représentait un carcan pour la direction qui veut restructurer l'entreprise et que ce statut, fruit des luttes des travailleurs, est vite devenu pour les patrons l'ennemi à abattre.

Alors, ils n'y vont pas par quatre chemins, prétextant que, selon l'arrêté d'un scandaleux jugement du tribunal d'instance de Paris du 10 janvier 1979, le statut serait caduc depuis 1951, rien que cela.

Le patron voudrait bien le remplacer par une convention nationale qui, elle, ne comporte plus aucune garantie et qui serait signée par les syndicats-bidons, dévoués à la direction.

Si cette nouvelle classification était appliquée, les employés seraient payés en fonction du poste et donc sans aucune possibilité d'avancement au cours de la carrière, le tout s'accompagnant de baisses de salaires.

L'enjeu de la lutte est donc important, il aura une incidence nationale sur les Caisses d'épargne.

Lundi 15 janvier 1979, M. Pellat présente ses directeurs et ses sous-directeurs et compagnie et reçoit les syndicats, mais une fois de plus, après les avoir écoutés, leur répond avec un cynisme et une arrogance incroyables : *« De toute façon, vous n'aurez rien, le pouvoir c'est moi »*.

Cette entrevue faisait suite à une grève de 48 heures des 11 et 12 janvier. Une assemblée générale était prévue mercredi 17 pour rendre compte de l'entretien avec la direction et le syndicat. A l'unanimité, les employés présents décidèrent une grève de 48 heures reconductible avec occupation des locaux, une motion est encore une fois proposée à la direction comme tentative de conciliation, mais est à nouveau rejetée. Le mouvement aujourd'hui majoritaire bloque déjà une grande partie des activités. Nombre de bureaux sont fermés et bientôt le centre technique d'Aix-les-Mines le sera aussi.

En effet, ces travailleurs qui sont aujourd'hui hors-statut revendiquent d'être intégrés dans le statut de la Caisse d'épargne et ils se mettront en grève par solidarité. Ainsi, tout le secteur machine du Sud-Ouest sera bloqué. Les travailleurs occupent leur entreprise jour et nuit. Cette occupation montre une position de force des travailleurs.

Faire céder la direction sera certes difficiles, mais fort de son unité et de sa mobilisation, le mouvement est bien parti, bien mieux qu'en 1975.

Vendredi, on reconduira la grève de 24 heures, le personnel le veut. Ces décisions sont prises en assemblée générale et l'intersyndicale (CFDT et syndicat unifié majoritaire) fonctionne et dans une grande unité. Des contacts sont pris nationalement par les syndicats pour populariser et éventuellement étendre leur lutte à d'autres régions.

De nombreux messages expliquant la grève sont envoyés dans les bureaux fermés pour informer la population. Le soutien et l'aide de la population est d'ailleurs demandé par les grévistes. Toutes les conditions sont donc réunies pour une victoire à la Caisse d'épargne des Bouches-du-Rhône. Quant à nous, nous les soutiendrons de toutes nos forces, c'est là le rôle de notre journal au service de ceux qui luttent.

Correspondant Marseille

LUTTE

Grève et occupation du centre de tri de Limoges

Développez la solidarité au plan national !

Une assemblée générale au centre de tri de Limoges. (photo HR)

CENTRE de tri de Limoges, 11e jour de grève ! Au stade actuel, la lutte des postiers de Limoges est d'une importance nationale. En témoigne l'attitude intransigeante de l'administration qui veut en faire un exemple d'échec afin de mener à bien son plan d'ensemble de restructuration. Celui-ci se traduirait par de nombreuses suppressions d'emplois et l'aggravation très notable des conditions de travail.

Alors que la direction espérait un effritement, les postiers en assemblée générale massive, hier jeudi 18, ont reconduit la grève à la quasi-unanimité.

La solidarité se développe activement à Limoges, un million et demi a été collecté en trois jours, auprès des travailleurs en majorité postiers, et cela alors que la direction a interdit les collectes dans les services. La solidarité s'organise également en Creuse et en Corrèze.

An plan national, cette solidarité doit être développée activement, car la lutte que mènent les postiers à Limoges est celle de tous les travailleurs des PTT.

Pour tout soutien financier, adressez vos envois à : Berthou-Malaguise-Fauvet. Compte joint : CCP 1088 97 T-Limoges.

COMPRENDRE

D'où vient le chômage ?

LE nombre de travailleurs réduits au chômage ne cesse de s'accroitre. La liste est longue. Dans l'industrie du téléphone, CIT-Alcatel annonce 920 suppressions d'emploi, plus des mesures de chômage technique. Dans la sidérurgie, aux 14 000 licenciements décidés par Giscard-Barre dans leur premier plan de février 1977, s'ajoutent aujourd'hui 20 000 nouveaux licenciements, etc. Face à cette montée du chômage, le langage de Barre et de Ceyrac, le patron des patrons, c'est : Travailleurs faites des sacrifices pour réduire l'inflation et permettre la lancée d'investissements qui créeront des emplois nouveaux. Pour les dirigeants du PCF, il faut *« Fabriquer français »* pour résoudre le chômage. Mais le chômage est-il fatal ou est-il lié au système capitaliste ?

Le chômage trouve son fondement dans l'existence même du système capitaliste la concurrence contraint chaque capitaliste, sous peine de faillite et disparition, à améliorer son outillage, ses machines, à développer sa production. Pour ne pas succomber aux coups de la concurrence, le capitaliste s'efforce donc d'introduire de nouvelles machines et des perfectionnements techniques afin d'abaisser ses frais de production. Il en résulte ainsi un accroissement plus rapide de la part du capital investi sous forme de machines que de celle du capital dépensé par notre capitaliste à l'achat de forces de travail (salaires).

Autrement dit, avec l'accumulation du capital (augmentation des machines outillage, sous l'impulsion de la concurrence), la demande de main-d'œuvre se réduit relativement, d'autant que les machines plus performantes nécessitent moins de travailleurs, au profit d'une intensification plus grande de la production (augmentation des cadences).

EN SYSTEME CAPITALISTE, LE CHOMAGE EXISTERA TOUJOURS

Donc, une masse importante de travailleurs ne peuvent trouver à s'employer ; une partie des travailleurs se trouvent en surnombre tandis que les travailleurs employés sont voués à un travail toujours plus dur (cadences). Par conséquent, l'accumulation du capital, base du système capitaliste, s'accompagne toujours d'une certaine marge de chômage.

De plus, avec la concurrence, les gros capitalistes ruinent et absorbent les petites et moyennes entreprises moins importantes qui ne parviennent pas à résister à la compétition. Sont ainsi jetées à la rue des masses de travailleurs de ces entreprises en faillite. Les chômeurs s'inscrivent dans cette loi inéluctable de la concentration et restucturations du capitalisme. Ainsi que l'écrit Karl Marx : *« En augmentant d'étendue, de concentration et d'efficacité technique, les moyens de production (machines, outillage) sont de moins en moins des moyens d'occupation de l'ouvrier »*. (Le Capital - Tome IV).

Mais l'emploi de ces machines de plus en plus perfectionnées, le développement de la production aboutissent finalement à jeter sur le marché des masses énormes de biens de consommation. En effet, chacun des capitalistes, poussés par la concurrence et la soif de profit, développe son outillage et sa production de marchandises en grande quantité. Lorsque la masse des biens de consommation arrive sur le marché, elle dépasse la capacité d'achat des travailleurs. Il y a, alors, mévente et faillites jetant à la rue des masses d'ouvriers.

LE CHOMAGE ET LA CRISE DU CAPITALISME

Ainsi, tantôt des capitaux affluent dans telles branches d'industrie et demandent beaucoup de main-d'œuvre, tantôt, en temps de crise, des travailleurs sont rejetés. Les chômeurs constituent par là un immense réservoir dans lequel on puise selon des besoins du capital. Les travailleurs immigrés, notamment, forment une main-d'œuvre nombreuse que la bourgeoisie tente d'utiliser à son gré. En période de crise, elle veut s'en débarrasser en tentant de les renvoyer carrément dans leur pays.

Au fur et à mesure que se développe la crise générale du capitalisme, le développement de production se heurte, pour nos capitalistes, toujours plus au manque de débouchés ; le chômage s'accroit. Ce chômage chronique, massif, allié à la politique des prix élevés des monopoles viennent encore restreindre la capacité d'achat des travailleurs et c'est le cercle vicieux.

On voit donc que le chômage, plus ou moins important selon les périodes, est inhérent au système capitaliste. C'est ce dernier qui, par sa loi d'accumulation du capital, de concentration, le crée. Il ne peut être dissocié du système capitaliste et, par conséquent ne peut être résolu dans le cadre de ce système. *Catherine Lemaire*

TRAVAILLEURS IMMIGRES

Foyer du 59, rue de Lancry (Paris 10e)

Les résidents s'organisent et remportent des victoires

AU 59, de la rue de Lancry, près de la place de la République, trois-cents travailleurs immigrés et leur comité de résidents se sont mobilisés pour mettre fin à une exploitation « tous azimuts » de leur propriétaire : aucun travaux d'entretien depuis des années, ventes forcées de chambres, aucun confort, loyers très élevés et pas de concierge pour s'occuper du courrier, du téléphone et de l'entretien. Pour la plupart, ils travaillent sur Paris (voierie, bâtiment ou usine).

Décidés à ne plus subir cette situation, les locataires de l'immeuble ont entamé une grève des loyers, il y a un an, et malgré les diverses pressions de la propriétaire, ils ont remporté des victoires :

– *En juin 1978*, cinq résidents sont convoqués par elle devant un tribunal pour expulsion. Sa demande est refusée ;

– *Le 17 novembre 1978*, le tribunal d'instance considère que les « compromis de vente » sont, en fait, des locations déguisées et que les sommes illégalement perçues doivent etre remboursées. Ce jugement signifiait la reconnaissance du statut de locataire, un huissier devant être désigné pour faire les surfaces corrigées (ce qui signifie pour les résidents une diminution des loyers réclamés). Cette mesure n'a pas été appliquée pour le moment car la propriétaire a fait appel.

Cela n'a pas été facile car Mme Got, la propriétaire, n'a pas cessé de faire trainer les choses, tout en employant des méthodes « choc » : fin décembre, elle a fait couper l'eau de l'immeuble, rétablie depuis par les résidents.

LA LUTTE QUOTIDIENNE

Un comité de résidents existe, il effectue en permanence un travail d'information et d'explication vers l'ensemble des locataires. La lutte est quotidienne : une quête à l'intérieur de l'immeuble va permettre de payer les frais d'avoué pour aller en appel, la « justice » coûte cher. Des quêtes mensuelles permettent de financer quelques travaux d'entretien et de rétablir l'eau quand elle est coupée (pour cela, il faut payer 500 à 600 F chaque fois).

LE SOUTIEN DES HABITANTS DU QUARTIER

Dans l'immeuble, une quinzaine de Français sont là depuis de nombreuses annnées. Au départ pas forcément réceptifs à cette lutte, ils sont aujourd'hui d'accord.

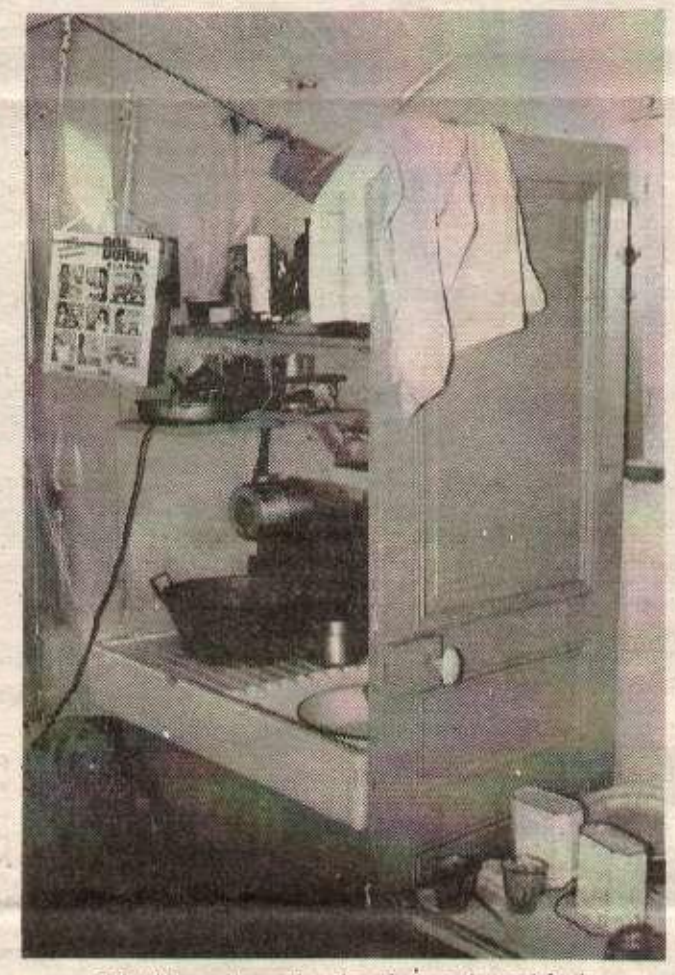
Nous avons rencontré une personne habitant l'immeuble depuis 1954. Elle n'a pas connu l'époque où le 59, rue de Lancry était encore un hôtel, mais quand elle est arrivée, le bâtiment était bien entretenu. C'est vers le milieu des années soixante que la situation a changé : la propriétaire a alors laissé l'immeuble sans entretien, a chassé la concierge et a transformé le tout en un foyer pour travailleurs immigrés. Déjà, à l'époque, des procès avaient été intentés contre elle et gagnés (hausses illicites, manque de quittance...) et certains ne payaient pas les charges en raison de l'état des lieux. Dernièrement, à cause de l'état de l'escalier, une petite vieille est tombée, elle est encore hospitalisée.

Les commerçants du quartier ne sont pas hostiles. Ainsi, ils ne comprennent pas que la propriétaire ait coupé l'eau en décembre : certains en ont immédiatement fourni aux résidents tant que cela a duré.

ACTUELLEMENT

Le comité de résidents organise lui-même la prise en charge matérielle et l'information sur sa lutte en diffusant sa plate-forme, mais un soutien est nécessaire. La procédure juridique continue et il faudrait qu'aux prochaines audiences de procès, de nombreux travailleurs soient présents pour les soutenir.

Correspondant Paris



L'intérieur d'une chambre dans ce foyer-hôtel. (Photo correspondant Paris)

LA PLATE-FORME DE REVENDICATIONS DU COMITÉ DE RÉSIDENTS du 59 rue de Lancry

- Rétablissement du statut de locataires.
- Application de la loi sur les surfaces corrigées pour la détermination des loyers.
- Remise en état des lieux.
- Installation du chauffage, de l'eau chaude et des appareils anti-incendies.
- Engagement d'un concierge avec téléphone.

LES « COMPROMIS DE VENTE »

Voici comment la propriétaire procédait pour augmenter illégalement les loyers (extrait de la plate-forme du comité).

« Etant immigrés et analphabètes pour la plupart, la propriétaire a profité de notre inexpérience. Elle nous a fait signer un « compromis de vente ». Selon ce contrat, Mme Got fixe un prix pour le local qu'elle nous cède, nous devons verser des mensualités pendant une année, au bout de laquelle nous devons compléter la différence si nous voulons devenir propriétaire. Exemple : pour un local qu'elle estime à 60 000 F (six millions d'anciens francs), nous versons des mensualités de 600 F minimum. La différence, soit plus de 5,5 millions anciens doit être versée en fin d'année. Ainsi, personne n'a vu se réaliser cette « promesse d'achat » et ainsi, la propriétaire détourne la loi et nous fait payer des loyers exorbitants pour des immeubles soumis à la loi de 1948 ».

Souscription

Il faut encore 2 millions

Liste de souscription

TOTAL PRÉCÉDENT	169 902,50 F
Un camarade militaire - Grenoble	100 F
Sur un marché - Grenoble	20 F
Vente de puzzle fabriqué pour la souscription Grenoble	215 F
Souscription L.D. Le Mans	200 F
Souscription librairie Paris	35 F
Supplément à réabonnement JD Marseille	150 F
Supplément à réabonnement au quotidien GS - Dijon	150 F
Cellule P. Overney du PCML - Brest	400 F
Souscription ID - Montpellier	100 F
CJC - Pour l'unité avec le PCRml en 1979 - Grenoble	30 F
Supplément à réabonnement au quotidien JJC Grenoble	10 F
Un travailleur - Chatellerault	3 F
Un camarade - Chatellerault	500 F
Supplément à réabonnement au bimensuel D. PH Évry	12 F
Cellule J. Burgès du PCML - Metz	853 F
Soutien à l'Humanité rouge - St-Brieuc	1 000 F
Cellule P. Sémard du PCML - Région parisienne	500 F
Cellule A. Marty du PCML - région parisienne	100 F
Cellule Petit Bard du PCML - Montpellier	200 F
Cellule G. Monmousseau du PCML - Fives/Lille	600 F
Sud-Sarthe - Sarthe	300 F
Des camarades - Quimper	150 F
Cellule P. Sémard du PCML - Rennes	1 000 F
Cellule P. Sémard du PCML - Dunkerque	125 F
Des camarades - Lyon	476 F
TOTAL AU 17 janvier 1979	177 131,50 F

Télévision

SAMEDI 20 JANVIER SUR TF1 A 15 h 40
Rugby : Irlande-France

Samedi après-midi, le match Irlande-France inaugure le tournoi des Cinq nations 1979 de rugby. Chaque année, les rencontres de ce tournoi sont regardées à la télévision par de nombreux amateurs de rugby. Hélas, ces dernières années, le spectacle n'a guère soulevé l'enthousiasme..

Pour toutes les équipes engagées, l'essentiel est de gagner. Chacun s'y emploie à sa manière. Celle-ci peut-être à la fois efficace et agréable comme chez les Gallois qui possèdent une grande maitrise du jeu dans tous ses aspects, qui pratiquent un rugby complet et offensif. Les Irlandais, eux, n'ont pas cette maitrise et compensent ce défaut par un engagement intensif de tous les instants. Quant aux Français, leur conception du jeu ressemble fort à la guerre de tranchée et à une épreuve de force plutôt qu'à celle qu'on est en droit d'attendre d'un sport. Un de leurs entraineurs n'a-t-il pas déclaré récemment à propos des joueurs français : *« Qu'ils se défoncent, c'est tout ce qu'on leur demande »*. Tout un programme. Espérons néanmoins que samedi nous verrons de belles actions. Les deux équipes en sont capables pourvu que leurs dirigeants leur en laissent la liberté.

H. M.

DIMANCHE 21 JANVIER SUR A2 A 21 h 45
L'affaire Peiper : qui protège les criminels nazis ?

Dans la nuit du 13 au 14 juillet 1976, un incendie détruit une maison située à l'écart de Traves, bourgade de la Haute-Saône, proche de Vésoul. On a trouvé dans la maison les restes calcinés d'un homme, dont aucune identification formelle n'a été possible. S'agit-il du propriétaire des lieux, Joachim Peiper, ancien colonel SS ? En 1976 tout un mouvement s'était créé dans la population locale contre la présence de ce bourreau nazi dans la région. De nombreux maquis ont existé dans la région de Traves et de Vesoul et tout le monde se souvient là-bas de l'occupation allemande : *« On parle beaucoup de pollution. Eh bien ! Ce type là, c'est pas possible qu'on le laisse encore longtemps polluer l'air de la Haute-Saône, l'air de la France »* c'est ce que disait en 1976 un ancien maquisard de Traves. Malgré les protestations, les manifestations de la population, le préfet s'obstinait à protéger la présence de Peiper en France. Jusqu'au 14 juillet 1976 où la maison de Peiper brûle. Était-ce un coup monté pour couvrir la disparition du criminel vers un lieu de retraite plus tranquille ? C'est ce que démontre le film de G. Arnaud. Ce film basé sur une enquête méticuleuse a été réalisé malgré les menaces et les entraves de toute sorte, il n'a pu être diffusé qu'après des coupures ordonnées par la direction d'Antenne 2. Le gouvernement semble être plus hospitalier pour les criminels nazis que pour les démocrates allemands : Klaus Croissant extradé en 1977.

Léon CLADEL

L'aide de camp d'Himmler

Joachim Peiper, né le 30 janvier 1915, s'engage dans les SS aussitôt après ses études secondaires, il fréquente la *Junker Shule* de Brunswick, en sort untersturmführer (grade peu élevé) et est appelé à l'état-major de Himmler (chef des SS et de la Gestapo), dont il devient aide-de-camp en 1938. En 1943, il commande le 2e régiment de la 1ère division blindée SS, garde du corps de Hitler. Sa division subit de lourdes pertes à Karkhov, en URSS ; elle est transférée à l'Ouest pour se reconstituer. Après un bref séjour en France, Peiper se retrouve en Italie où les Allemands, jusqu'ici alliés des Italiens, jouent maintenant le rôle d'occupants (le roi et Badoglio ont mis fin aux hostilités avec les Alliés).

1943 : à Boves, dans le Piémont (province de Cuneo), il brûle un village maison par maison, massacrant trente-sept personnes. Dans cette région, les maquis sont très actifs. En représailles, Peiper brûlera tous les villages alentour. Ces mesures font partie des moyens reconnus dans le manuel de formation des SS. En 1944, Peiper est décoré des *« Feuilles de Chênes »*, une des plus hautes distinctions nazies. Après le débarquement allié en France, il participe à l'offensive hitlérienne des Ardennes ; il reçoit une nouvelle décoration et fait fusiller soixante-et-onze prisonniers de guerre américains, à Malmédy, en Belgique. En 1946, il est traduit devant le tribunal militaire américain de Dachau. Condamné à mort, sa peine fut commuée en détention à vie. Il fut libéré en 1956. Peiper est le dirigeant pour le Bade-Wurtemberg de l'organisation des anciens SS — M.I.A.G. Quand il était à Traves, il recevait de nombreux visiteurs allemands. Voilà l'hôte que les autorités françaises ont protégé à Vesoul et dont elles semblent avoir couvert la disparition.

LUNDI 22 JANVIER SUR A2 A 22 h 40
Portrait par elles-mêmes : Anne-Marie paysanne, dirigeante du CNJA des Côtes-du Nord.

Elle a 26 ans, elle est présidente depuis trois ans du CDJA des Côtes-du-Nord, elle dirige l'élevage de porcs de la ferme, elle s'est formée en suivant des cours par correspondance. Elle a dû se battre pour avoir son mot à dire dans la gestion de la ferme, pour militer au syndicat après la naissance de ces enfants. Au cours de l'émission, elle parlera de sa vie, des luttes des jeunes paysans, de la part croissante qu'y prennent les agricultrices.

LUTTE

Grève des sapeurs pompiers de Rennes

Sapeurs-pompiers contre municipalités-patrons

ÇA chauffe chez les sapeurs-pompiers professionnels. La lutte, commencée il y a plus d'un mois, semble s'être nettement durcie, en particulier en Bretagne et dans la région Rhône-Alpes. Les raisons de ces mouvements ? L'association des maires de France refuse de siéger à la commission nationale paritaire. Conséquence : toute réforme de leur statut, toute amélioration de leurs conditions de travail sont bloquées. Sur place, ils sont affrontés aux maires des grandes villes et aux présidents des districts. Nous avons rencontré à ce sujet un responsable syndical des pompiers de Rennes.

Ce n'est pas, on s'en doute, un métier de tout repos. Les horaires de présence à la caserne sont très longs : à Rennes, par exemple, les 210 pompiers professionnels ont des temps de service de 76 heures par semaine quand ils sont logés à la caserne, et 69 heures quand ils habitent à l'extérieur.

« Chez les pompiers, l'état-major impose une discipline para-militaire. C'est tout un esprit : tout est hiérarchisé, on essaie de cloisonner les sous-officiers, etc. "L'adjudantisme" – il s'agit bien de ça – se traduit par des vexations continuelles : par exemple, on nous interdit de garer notre voiture dans la cour, il y a des réflexions continuelles sur la tenue vestimentaire. On nous oblige à nous présenter tous les matins au garde-à-vous et en "cuir et casque". »

La vie du pompier, c'est aussi l'état de « stress » continuel. Faire ce métier, c'est accepter d'en voir de toutes les couleurs : « La nuit, l'équipe de garde peut être appelée plusieurs fois : il faut démarrer à toute allure, parfois à peine éveillé. Quand il y a une alerte, il faut foncer, il faut monter les étages à toute allure. Évidemment, ça n'arrange pas la santé. Même si les accidents sont assez rares, il y a pas mal de problèmes de colonne vertébrale. »

POMPIERS EN LUTTE, POURQUOI ?

Outre le problème des effectifs, revendication principale dans certaines villes (voir encart), l'exigence principale des pompiers professionnels est la réduction du temps de service. La convention nationale prévoit 56 heures de présence pour les pompiers non-logés. Comme nous l'avons dit, ils en font 69 : 13 de plus ! Et encore, cette situation n'est pas la plus défavorable !

Ils demandent d'autre part la parité effective avec les autres employés communaux : « Il y a eu reclassement dans la fonction communale, dans la catégorie C et D, des OP 2, c'est-à-dire la catégorie ouvrière. A Rennes, jusqu'à maintenant, la municipalité avait toujours dit : les pompiers sont assimilés aux communaux. Quand il y a eu la réforme, on a prétendu qu'on avait un statut à part... tout ça pour ne pas payer. Maintenant, semble-t-il, le principe de la parité est acquis. Mais on aura probablement à se bagarrer sur les modalités d'application ».

Outre ces deux revendications, les pompiers professionnels demandent un élargissement de leurs droits syndicaux : comme sur la réduction du temps de service, il y a sur cette question un protocole d'accord signé par l'Association des maires de France.

Pour les pompiers professionnels de Rennes (comme ceux de plusieurs autres villes), depuis une semaine déjà, ils font la grève administrative (il ne leur est pas possible de se mettre en grève totale). Ils ne se présentent plus aux rassemblements. Ils ne font plus aucun rapport administratif. Seuls l'entretien des véhicules et les interventions urgentes sont effectués. Les pompiers sont cependant présents à leur poste dans la caserne.

La réaction du président du district urbain, Michel Phliponeau, adjoint PS dans la municipalité de gauche de Rennes, a été très brutale. Quelques jours à peine après que le mouvement ait commencé, il a clairement menacé de faire appliquer la loi Ligot, contre laquelle la gauche avait pourtant voté. Cette loi prévoit des retenues de salaire en cas de grève administrative.

MUNICIPALITÉS DE GAUCHE : LES DÉSILLUSIONS D'UN SYNDICALISTE

Avant de laisser la parole au militant syndical que nous avons rencontré, rappelons simplement que, avant les municipales de 1977, la mairie de Rennes et la présidence du district urbain étaient tenues par l'équipe Fréville, centre-droite et bien pensante. Pour beaucoup de travailleurs, en particulier les travailleurs municipaux, la liste PC-PS conduite par Edmond Hervé a pu représenter un certain espoir. Le temps des premiers bilans est venu...

« Ce n'est pas le premier mouvement que nous engageons. Avant les municipales, on a attendu. C'était un peu comme partout, on attendait beaucoup de ces élections. A cette occasion, il y a eu des promesses de la part de la gauche : par rapport aux droits syndicaux, par rapport aux réductions du temps de service, ils disaient qu'ils étaient d'accord pour appliquer la convention nationale des maires de France. A Rennes, elle n'est toujours pas appliquée. On ne devrait faire que 56 heures, on est encore bien loin du compte. Ils ne veulent pas s'engager sur un calendrier : ils peuvent encore nous mener longtemps en bateau comme ça.

Avec la nouvelle municipalité, on s'attendait à travailler sérieusement. En fin de compte, les syndicats ne sont jamais consultés. On a demandé à aller sur place pour la construction de la nouvelle caserne : on n'a jamais été invité. Pour la réduction des horaires, c'est à peu près pareil.

Les rapports sont plus fréquents avec la nouvelle municipalité. Mais pour les voir, il faut toujours les relancer : quand on leur demande une audience, il faut toujours faire une deuxième lettre. Et lorsqu'on réclame quelque chose, ils jouent sur les bons sentiments : on ne peut pas augmenter les impôts locaux, on n'y peut rien, etc. A mon avis, ils tirent un peu fort sur cette ficelle-là.

Auparavant, de la part de la municipalité, il n'était pas question de retenue de salaire pour sanctionner le type d'action que nous menons, jusqu'ici ce n'était pas l'habitude.

En tout cas, on ne pensait pas qu'ils l'auraient fait tout de suite. En nous menaçant de la sorte, en fait, ils ont fait le mouvement se durcir. En fin de compte, s'ils veulent qu'on lâche, désormais il faudra qu'ils négocient sérieusement.

L'année dernière, il y avait le problème des aides-maternelles pour la ville de Rennes. Ils ne voulaient rien savoir. Le jour où il y a eu une grosse manifestation, ils ont cédé. C'est ça la voie à suivre ».

Yannick DAGORN

Augmentez les effectifs

CERTAINES villes ont des effectifs de pompiers nettement insuffisants. C'est le cas de nombreuses petites villes où une poignée de pompiers professionnels doit faire face à toute éventualité. C'est le cas aussi de quelques grandes villes : à Brest, par exemple, pour une ville de 300 000 habitants, il n'y a que 35 pompiers. Pourtant une loi existe (loi du 24 février 1969) qui exige qu'il y ait dans les grandes agglomérations un pompier pour 1 200 habitants. Si cette loi était appliquée, le nombre des pompiers professionnels devrait être multiplié par deux, sinon plus (actuellement ils sont 12 000).

Les municipalités des grandes villes, qu'elles soient de droite ou de gauche d'ailleurs, refusent d'augmenter les effectifs au mépris de la sécurité de la population ; et ceci à l'heure même où il y a tant de chômeurs.

Des actions spectaculaires

A BREST, le 4 décembre, Bonnet, ministre de l'Intérieur et ministre de tutelle des pompiers, remet des décorations à trois d'entre eux pour « acte de courage et dévouement ». Ces décorations, les pompiers les rendent sur le champ au dit ministre. A Quimper, 150 pompiers manifestent en tenue et envahissent le hall de la mairie de Marc Becam, secrétaire d'État aux collectivités locales.

Dans certaines casernes où les pompiers sont présents, où ils continuent à répondre aux appels et à intervenir, des banderoles sont pendues au-dessus du portail d'entrée, des tracts sont distribués aux portes. Sur les véhicules sont collées des affiches expliquant le sens de la lutte. Une grève administrative, c'est aussi une grève active.

GRENOBLE
La santé en Chine

Le comité de Grenoble de l'Association des amitiés franco-chinoises organise une projection de diapositives et un débat sur la santé en Chine avec le professeur Derouesné. Dès 19 h 30, vous pourrez trouver des livres et des brochures sur la Chine et discuter avec des voyageurs de retour de Chine.
Cette soirée aura lieu le samedi 27 janvier à partir de 19 h 30 à la salle des concerts.

PARIS
Pour l'avortement et la contraception libre et gratuit

Une manifestation à l'appel de plusieurs groupes femmes, d'organisations politiques et syndicales et du MLAC.
Le samedi 20 janvier à 14 heures devant l'hôpital Lariboisière.

MARSEILLE
Quel avenir pour la Corse ?

L'*Unione di u Populu Corsu* (UPC) organise sur ce thème une grande réunion politico-culturelle, le samedi 27 janvier 1979, salle Saint-Georges – Marseille.

– 16 h 30 à 18 h 30 : Meeting politique avec les responsables du mouvement et le Docteur Edmond Simeoni ;
– 19 h 30 à 22 h : Soirée culturelle avec

I Muvrini

Jeunes chanteurs et poètes de langue corse, ils sont le vivant témoignage d'une culture vivante, capable de se renouveler, de se perpétuer, tout en plongeant ses racines dans la richesse du passé.

Auliéru Arrigu Mannarini

Guitariste compositeur d'une virtuosité exceptionnelle, il est depuis plusieurs années considéré comme le plus grand guitariste classique corse. Parmi ses nombreuses œuvres, nous citerons simplement « Liberta » et « Ponte Novu ».

Les participants pourront se restaurer sur place de 18 h 30 à 19 h 30.

ROUEN
Une campagne pour la libération des détenus politiques marocains.

Maroc : 500 détenus politiques, peut-être beaucoup plus, sont aujourd'hui dans les prisons marocaines et ceci dans des conditions sanitaires et d'isolement scandaleuses. Une centaine de détenus attendent depuis plus de dix-huit mois dans la prison de Meknes d'être jugés. Les comités de lutte contre la répression au Maroc, qui se fixent aussi pour but de soutenir les luttes du peuple marocain, lancent, début 1979, une campagne pour la libération de tous les détenus politiques. Pour prendre contact avec le comité de Rouen : permanence tous les samedis de 16 h à 18 h à la librairie « Rencontres » - 102, rue St-Hilaire.

Un nouveau disque de la Lyre est paru

4 nouvelles chansons inédites
Le chômage
L'aurore
Les loques
Camarade

Prix 15 F - Pour toute commande de 10 disques, 10 % de réduction. Passez vos commandes au journal uniquement. Libellez les réglements à l'ordre de l'ACAP - CCP 509 085 - Paris

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM. . . . . .
PRÉNOM. . . . . .
Lieu de travail. . . . . .
Adresse . . . . . .
Code postal . . . . . .

(A retourner à la boite postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
BP : 61 75861 Paris cédex 18
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10 (répondeur) ; 205 52 23 (journalistes) 205 55 80 (administration)

Directeur de publication : André Druesne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépot légal 1er trimestre 1979

MARSEILLE

Table ronde avec des travailleurs de la Générale sucrière

«Il faut lutter contre le racisme et le patron»

A l'occasion de la venue de Boulin à Marseille, Français et immigrés manifestent ensemble.
Dans la table ronde, l'opinion d'un travailleur de la Général sucrière « Le patron a créé une ambiance douteuse, mais je ne pense pas que les ouvriers de Marseille soient contre les immigrés ».

QUI est l'ennemi : la machine, le travailleur immigré ? Ni l'un ni l'autre. La machine, elle, permet de faire le travail plus rapidement qu'à la main. Elle devrait permettre au travailleur de mieux maitriser la nature et de le rendre, lui, plus libre. Mais voilà, dans notre société capitaliste, la machine sert à asservir davantage l'ouvrier, comme en témoignent, par exemple, les licenciements sous prétexte de modernisation.

Les travailleurs français doivent-ils alors se retourner contre les travailleurs immigrés pour conserver leur emploi ? Non, bien sûr ! Tout travailleur, quelle que soit sa nationalité, doit pouvoir avoir du travail et vivre dignement. Les immigrés ne *« volent pas le pain des Français »*. Au contraire, ils contribuent à le faire. Peut-être l'immeuble où vous vivez a-t-il été construit par des ouvriers immigrés ?

Pour les patrons, seuls comptent les profits, et du travail, ils n'en donneront que s'ils peuvent remplir leurs coffres-forts. Mais pour mieux continuer à exploiter, leur intérêt c'est de diviser les travailleurs grâce auxquels ils vivent. Cela montre que pour conserver leur travail, Français et immigrés, doivent s'unir et les combattre.

Une cellule de Marseille a organisé une table ronde avec des ouvriers français et immigrés qui ont eu à lutter sur ces problèmes de modernisation et de racisme. En voici le compte-rendu.

Notre cellule a décidé de faire une table ronde avec les travailleurs de la Générale sucrière (GS) le samedi 6 janvier. C'est autour d'un gâteau des rois et d'un pastis que la discussion s'engage. Au départ, nous sommes une douzaine : M. G. ouvrier depuis longtemps à la GS, Mme. P. sa fille employée dans la boite, son mari ouvrier, M. T. algérien vivant en France depuis 1945, ouvrier à la GS, A. un camarade tunisien qui a travaillé à la GS dans le passé et qui aidera M. T. à s'exprimer en français et des camarades de la cellule. Plus tard dans la réunion, deux syndicalistes CFDT se joignent à nous.

Après une brève présentation du parti, la discussion démarre rapidement.

— **Q : Quelle est la situation à la GS ?**

M.G. : Au départ, on était 3 000 mais il y a eu une modernisation et ça faisait 1 200. Mais ils veulent que l'usine tourne avec 600. Ils ne feront pas marche arrière là-dessus à cause du progrès. Il va y avoir un nouveau chantier pour filtrer le sucre avec des résines qui remplacera le noir animal, l'atelier de revivification fermera.

— **Q : La boite disparaitra-t-elle dans cinq ou six ans ?**

M.G. : L'usine de Marseille tiendra tant que le sucre roux sera importé par le port. Les importations ont diminué, on n'en reçoit plus que des Antilles (françaises). Nos patrons construisent des usines dans les pays producteurs.

— **Q : C'est une question de rentabilité. Il parait que les travailleurs de Marseille avaient des avantages par rapport aux travailleurs de la GS dans les autres usines ?**

M.G. : Non, les salaires sont uniformisés dans toute la France.

— **Q : Des travailleurs de la CGT de la GS pensent qu'il y a eu des acquis en plus à Marseille et que c'est pour ça que ça va fermer.**

M.G. : Non, il n'y a qu'une raison, c'est la baisse de l'importation du sucre roux.

— **Q : Où va le sucre raffiné ?**

M.G. : Aujourd'hui on exporte en Europe, avant on exportait vers les pays sous-développés.

A. : J'ai travaillé à la GS il y a quelques années. A l'époque le premier importateur était le Sénégal. Mais le problème de la GS ne touche-t-il pas une catégorie particulière, les travailleurs immigrés ?

M.G. : Tout le monde sera touché. Bien sûr, les immigrés seront les premiers. Mais c'est l'ouvrier en général que les patrons attaquent. Même les directeurs de l'usine seront touchés.

— **Q : Le patron a dit aux 105 licenciés immigrés que c'était la faute à Boumediene qui arrêtait les commandes de pains de sucre pour l'Algérie et il a commencé par licencier les immigrés. Hors cette division a marché, des avis racistes se sont exprimés. Comment ça c'est passé ?**

M.G. : On a arrêté les pains. Les syndicats sont allés voir le consul d'Algérie qui leur a dit que c'était pour des raisons économiques qu'ils arrêtaient les commandes. Le chantier a fermé. Qui devait être licencié ? Oui, les syndicats ont admis qu'il fallait licencier. Tous les jeunes de l'usine sont des enfants d'ouvriers. Ces jeunes ont été protégés au détriment des immigrés le patron a joué là-dessus et le syndicat a suivi.

— **Q : Il n'y a pas eu de lutte pour refuser les licenciements en bloc ?**

M.G. : Le patron a créé une ambiance douteuse. Mais je ne pense pas que les ouvriers français de Marseille soient contre les immigrés.

— **Q : Que pensent les travailleurs algériens de la GS ?**

M.T. : Il y a 30 ans que je suis en France, je veux que mes droits soient respectés, mais je comprends le patron qui met son fils à ma place, c'est humain.

A. : Le camarade algérien, depuis 1945, travaille, verse aux organismes, etc. A-t-on fait cas de sa carrière ? Est-il normal de choisir le licencié ? Cette division existe, c'est par le racisme que la bourgeoisie divise la classe ouvrière, il faut refuser tout licenciement.

M.G. : Le patron a toujours refusé d'accepter les solutions évitant les licenciements. Nos ennemis, c'est la machine et le patron. On est zéro.

— **Q : La machine doit servir l'homme et pas l'inverse, elle doit créer d'autres activités. On est zéro tant que l'on ne se bat pas.**

...

— **Q : On parle de 30 licenciements supplémentaires, on dit aussi que le patron stocke du sucre.**

M.G. : On prévoit une augmentation de sucre, les grossistes ont la combine suivante : ils remplissent leurs stocks, et ne vendent plus. Alors c'est l'usine qui stocke, c'est ce qui se passe en ce moment.

Pour la question de la division entre les travailleurs, un exemple : les syndicats ont proposé que les licenciés soient repris à la place des intérimaires travaillant au stock (Salador). Et puis ils se sont aperçus que tous ces intérimaires étaient enfants d'ouvriers raffineurs, alors ils ont abandonné cette proposition.

— **Q : Est-ce que ça se serait passé de la même façon s'il n'y avait eu que des Français ?**

M.G. : Oui.

Le mari de M.P. : Il n'y a qu'à voir, c'est partout pareil, à Creusot-Loire, à Terrin, à Lafarge, des centaines de licenciements, pas de réaction.

M.T. : A une réunion syndicale, il y a eu des Français qui ont dit que les Arabes prennent le travail des Français et qu'ils peuvent rentrer chez eux.

A. : Ça c'est du racisme. C'est à rapprocher de la campagne nationale du gouvernement, mais si les immigrés partent, il n'y aura pas plus d'emplois.

— **Q : Le racisme existe partout, on ne dit pas que tous les ouvriers de la GS sont racistes, mais à la GS, c'est le racisme qui a empêché que la lutte se fasse. Le prétexte de l'Algérie qui n'achète plus de sucre a marché.**

M.G. : C'est le patron qui crée l'ambiance de racisme et le gouvernement n'a pas pris ses responsabilités : il aurait dû faire un contrat d'embauche à un nombre limité d'immigrés (30 000 par exemple) où il soit dit clairement : on vous renvoie si on n'a plus besoin de vous.

Mme. P. : Mais c'est dégueulasse de jeter quelqu'un après 30 ans de boulot !

M.G. : Je pense effectivement qu'un immigré qui à 30 ans de boulot ça n'est plus un étranger.

— **Q : Et pourtant ce sont des gens comme ça qui sont licenciés de la GS.**

...

Mme. P : En plus des licenciements, le patron va mettre une partie du personnel de bureau sur les machines en se foutant de leur formation.

M.G. : Il fait ça parce que la paperasserie de la boite sera centralisée par l'ordinateur de Paris. Là encore, l'ennemi c'est la machine capitaliste.

— **Q : Mais l'ennemi véritable c'est le patron. Pour tirer une conclusion, que pouvons-nous faire pour soutenir les ouvriers de la Générale sucrière ?**

M.G. : Il faut lutter contre le racisme et le patron.

Les deux syndicalistes CFDT arrivent et prennent le pastis avec nous. Ils pensent qu'il y a du racisme à la GS. Ils précisent les licenciements : 105 licenciements notifiés, 22 prévus et en suspens (demandés directement au ministère sans l'avis de l'inspection du travail) et 32 préretraites.

Ils ne pensent pas qu'il y ait une restructuration au niveau national, ils sont malgré tout pessimistes : on est sur la défensive même chez les immigrés.

Nous échangeons nos coordonnées et nous prenons congé des travailleurs en leur rappelant que notre parti se tient à leur entière disposition pour les soutenir dans leur lutte.